

Nos projets d'assistance-équipement visant à développer l'agriculture ou les pêcheries dans 20 pays, atteignent presque 15 millions de dollars. En dehors de notre Programme d'aide alimentaire, nous projetons d'expédier aux pays d'outre-mer, au cours des années 1967 et 1968, des engrais et leurs éléments chimiques pour une valeur de plus de 22 millions de dollars.

Mais nous savons que ce n'est là qu'une partie de la solution aux problèmes à long terme de l'insuffisance agricole. Il reste beaucoup à faire.

De concert avec d'autres pays, nous devons fournir les écoles et les institutions culturelles qui rendent la vie à la campagne enrichissante pour les jeunes hommes et femmes qui ont de l'ambition et du coeur. Une fois le sol prêt, et les machines, les engrais, les graines de semence et le bétail disponibles, nous devons nous assurer que les méthodes et les techniques ont été mises au point.

Mais il nous faut aller encore plus loin. En coopérant avec d'autres pays, nous espérons hâter l'avènement d'accords internationaux sur les cours des denrées et la création de marchés auxquels les matières premières des pays moins développés auront plus facilement accès. Chaque cultivateur doit être assuré que son travail et l'argent qu'il a investi dans son commerce lui rapporteront des revenus satisfaisants.

Notre devoir primordial consiste à trouver les moyens de donner du pain à ceux qui ont faim en faisant fructifier la terre pour qu'elle puisse nourrir tous les hommes. Toutes les énergies humaines doivent se consacrer à cette tâche, car si nous échouons, tous nos efforts deviendront inutiles.

Pour relever ce défi, le Canada est en train de modifier son programme d'aide. En dépit de l'amélioration des communications et des relations étroites que le Canada entretient avec ses partenaires dans la tâche du développement, on ne sait pas assez de quelle manière notre expérience et nos moyens particuliers peuvent répondre aux besoins des pays étrangers. Nous prenons des dispositions afin de remédier à cette situation. Le mois prochain, nous enverrons en Inde une équipe de spécialistes canadiens de l'agriculture sous la direction du doyen de l'une de nos meilleures écoles d'agriculture; leur tâche consistera à recommander des domaines bien définis dans lesquels le Canada, avec ses techniques, son expérience et ses produits, peut organiser de meilleurs programmes d'assistance. Nous espérons que d'autres nations suivront notre exemple et que les pays qui ont besoin d'aide feront bon accueil à cette initiative.

En dépit de vingt ans de collaboration, nos deux mondes sont encore beaucoup trop éloignés. Il nous incombe, à nous des pays dont l'économie est développée et prospère de faire comprendre à nos compatriotes à quel point la situation est grave. Ceux qui luttent contre vents et marées dans les pays en voie de développement doivent tirer meilleur parti des avantages que leur offre la collaboration économique.

A eux seuls, les programmes d'aide des gouvernements ne peuvent résoudre tous les problèmes du sous-développement. Il est nécessaire de mobiliser toutes les ressources disponibles et, à cette fin, le gouvernement doit se tourner vers le secteur privé pour la mise en oeuvre des ressources économiques et de l'esprit d'initiative.